



Appel à Communications - Colloque

Les territoires de montagne face aux risques et aux changements climatiques : Enjeux, approches et perspectives

Ce colloque s'inscrit dans le cadre du projet « Co-Restart » (*Co-construire la résilience des territoires alpins face aux risques naturels dans un contexte de changement climatique*), financé par le Fonds européen de développement régional (FEDER) via le Programme opérationnel interrégional du massif alpin (POIA). Le projet regroupe quatre *Work Packages*, dans une dimension pluridisciplinaire, avec une implication de chercheurs rattachés à la géographie, aux sciences économiques et aux sciences de l'information et de la communication. L'objectif du colloque est plus largement de confronter les recherches liées à la transition des territoires de montagne dans un triple contexte :

- **Le changement climatique** qui implique des impacts notables en montagne, tant en termes de risques liés à des événements majeurs que de menaces sur les activités touristiques liées à la neige, mais aussi un **changement sociétal**, en termes d'attentes des touristes (qui cherchent de nouveaux loisirs plus respectueux de l'environnement) et celles des habitants (qui attendent de nouvelles consommations et sociabilités).

6, 7 et 8 juillet 2021

A l'Université Grenoble Alpes

Institut d'Urbanisme
et de Géographie Alpine
(IUGA) (Grenoble / 38)

Date limite de réception
des propositions
(1 page maximum)
15 janvier 2021

Retrouvez les informations
sur notre site internet
<https://www.corestart.org/>
Rubrique : communication

CO-RESTART

colloqucorestart@gmail.com

Comité de pilotage

Élise BECK,
MCF, Géographie, Université
Grenoble Alpes, UMR PACTE 5194
CNRS

Jean-Philippe DE OLIVEIRA,
MCF, Sciences de l'information et
de la communication, Université
Grenoble Alpes, EA GRESEC 608

Johnny DOUVINET,
PR, Géographie, Avignon Université,
UMR ESPACE 7300 CNRS

Pauline TEXIER,
MCF, Géographie, Université Lyon 3
Jean Moulin, UMR EVS 5600 CNRS

- **L'injonction à la participation citoyenne**, qui interroge le désengagement des pouvoirs publics en faveur d'une *auto-organisation* et impute la responsabilité d'une meilleure gestion des ressources et de la sécurité aux individus.

- **La baisse des dotations versées aux collectivités territoriales** qui contraste avec un transfert de compétences élargi ces dernières années, hypothéquant d'autant les possibilités de stratégies de développement plus « doux ».

Dès lors, le colloque propose de réunir des expériences de chercheurs et d'acteurs des territoires et des équipes de recherche pour réfléchir à la façon dont ces territoires font face à ces enjeux d'avenir :

Comment s'adaptent-ils à ces changements globaux ?

Comment font-ils face aux risques majeurs exacerbés ?

Quels dispositifs sont pensés collectivement pour les rendre plus robustes, mieux préparés ?

Quelles sont les stratégies de communication mises en place pour accompagner ces changements ?

Qu'est-ce que la communication met en jeu dans les rapports entre acteurs ?

Qu'est-ce que les enjeux liés à la communication révèlent du processus de mise en visibilité et en débats des questions sociétales au niveau local ?

Ces différentes questions seront abordées à travers trois thématiques : la sensibilisation des populations aux risques majeurs ; les vulnérabilités et la transition socio-économique des territoires de montagne ; un dernier axe, plus réflexif, portera sur la pratique de recherche. En effet, **l'évolution vers une recherche** qui se veut de plus en plus partenariale et opérationnelle, favorisant des résultats immédiats et pragmatiques, peut créer une tension avec une recherche plus fondamentale, longue et déagée des contingences d'un commanditaire.

Le colloque a donc pour ambition de confronter des contributions qui adoptent l'une et/ou l'autre de ces deux approches :

- **L'approche opérationnelle**, qui présente des projets de développement alternatifs en cours ou aboutis, des dispositifs innovants pour sensibiliser aux risques ou inciter à la participation des publics à la décision.

- **L'approche critique**, qui interroge les paradoxes, les injonctions, l'équilibre des responsabilités, la prise en compte des publics locaux dans la gouvernance locale / nationale, les modalités de mise en visibilité et en débat, en lien avec la question des risques et/ou de la transition sur ces territoires.

Les propositions méthodologiques sont les bienvenues, quels que soient le sujet et l'approche adoptés. Toute proposition peut s'inscrire dans un ou plusieurs des axes du colloque. Les territoires d'application des recherches ou projets partenariaux présentés pourront concerner les territoires de montagne très « touristiques », mais pas exclusivement et indifféremment des contextes dits « en développement » ou « développés ».

Comité d'organisation

Isabelle ANDRÉ-POYAUD,

IR, statistiques, CNRS, Pacte

Aurélié ARNAUD,

MCF, Géographie, Université Aix-en-Provence, LIEU

Marie AUGENDRE,

MCF, Géographie, Université Lyon 2, « Environnement, Ville, Société »

Nathalie BRACHET

ITA, Avignon Université, UMR ESPACE 7300 CNRS

Mikaël CHAMBRU,

MCF, Sciences de l'information et de la communication, Université Grenoble Alpes, GRESEC

David CHIONNE,

ATER, Géographie, Université de Créteil, LGP

Floriane CHOURAQUI,

MCF, Géographie, Université de Tours, CITERES

Sarah DUCHÉ,

MCF, Géographie, Université Grenoble Alpes, Pacte

Béatrice GISCLARD,

MCF associée, Design, Université de Nîmes, PROJEKT

Delphine GRANCHER,

IR, Statistiques, CNRS, LGP

Muriel MAILLEFERT,

PR, Géographie et aménagement, Université Lyon 3, « Environnement, Ville, Société »

Claire REVOL,

MCF, Géographie, Université Grenoble Alpes, Pacte

CO-RESTART

colloquerecorestart@gmail.com

<https://www.corestart.org/>
Rubrique : communication

AXE 1. Sensibilisation aux risques majeurs et information préventive

Constats

Dans un contexte de diminution des budgets alloués aux collectivités territoriales, celles-ci se voient de plus en plus attribuer des compétences impliquant des investissements tant humains que matériels. La gestion des risques en fait partie. Elle implique de garantir aux habitants la robustesse des infrastructures, de prévenir les événements majeurs par la maîtrise d'ouvrage, de maintenir le contrôle sur la diffusion de l'information (notamment celle qui circule sur les réseaux sociaux) tout en évitant de creuser les inégalités d'accès aux ressources (tant cognitives que protectrices).

La tendance à la responsabilisation individuelle, via des dispositifs communicationnels et/ou de participation, peut également participer au creusement des inégalités en fonction des capacités des individus à avoir accès à l'information et à mettre en pratique les préconisations en termes de comportements. Enfin, la mobilisation des habitants dans la réduction des risques sur un territoire donné est tributaire de la légitimité perçue du problème par les publics et de leurs attentes en termes de développement local.

Attendus

Plusieurs thématiques peuvent être abordées dans cet axe : la sensibilisation comme levier d'augmentation de résilience des territoires ; la responsabilisation du citoyen face au désengagement de l'État (et son corollaire : la *dé-responsabilisation* du politique), les impacts des dispositifs mis en place à travers les différentes échelles (spatiales et temporelle) ; les biais subjectifs dans la mise en place des protocoles ; etc.

Il est donc attendu des propositions qui :

- Interrogent l'injonction faite aux individus de développer une culture du risque ;
- Présentent et analysent les modalités de mise en visibilité et en débat de la question des risques au sein d'un territoire donné ;
- Évaluent, mesurent, discutent la portée, l'impact et/ou l'efficacité des dispositifs mis en place dans la sensibilisation aux risques.

Les contributions peuvent aborder les questionnements suivants (liste non exhaustive) :

Les habitants considèrent-ils que les risques constituent un problème public « légitime » au niveau de leur territoire ?

Quelles modalités prévalent sur un territoire donné pour mettre en débat cette question ?

Quels dispositifs existent à l'heure actuelle ?

Répondent-ils aux attentes de l'ensemble des publics concernés ?

Quels sont ceux qui s'avèrent efficaces ou non ?

Quelles opportunités offertes par les technologies numériques ?

Comité scientifique

Isabelle ARPIN, Directrice de recherches, Sociologie, INRAE, LESSEM

Vincent BOUDIERES, Responsable mission risques, Grenoble-Alpes Métropole

Philippe BOURDEAU, PR, Géographie, Université Grenoble Alpes, PACTE

Stéphane CARTIER, Chargé de recherches, Sociologie, CNRS, PACTE

Andrea CATELLANI, PR, Sciences de l'information et de la communication, Université Catholique de Louvain, ESPO

Cécilia CLAYES, MCF, Sociologie, Université Aix-Marseille, LPED

Stéphanie DEFOSSEZ, MCF, Géographie, Université Montpellier 3, GRED

Emmanuelle GEORGE-MARCELPOIL, Chercheuse, Économie touristique, INRAE-LESSEM

Benoît LAFON, PR, Sciences de l'information et de la communication, Université Grenoble Alpes, GRESEC

Nancy MESCHINET DE RICHEMOND, PR, Géographie, Université Montpellier 3, GRED

Isabelle PAILLIART, PR, Sciences de l'information et de la communication, Université Grenoble Alpes, GRESEC

Anne PELTIER, MCF, Géographie, Université Toulouse Jaurès, GEODE

Béatrice QUENAULT, MCF, Sciences économiques, Université de Rennes 2, ESO

Julien REBOTIER, Chargé de recherches, Géographie, CNRS, LISST

Didier RICHARD, Chargé de mission Risques - Direction de l'Appui aux Politiques Publiques, INRAE, DAPP

Sébastien ROUQUETTE, PR, Sciences de l'information et de la communication, Université de Clermont Auvergne, « Communication et sociétés »

Moïse TSAYEM-DEMAZE, Pr, Géographie, Université Le Mans, ESO

AXE 2. Vulnérabilités socio-économiques et transitions des territoires montagnards face au changement climatique

Constats

Dans un contexte de changement climatique, qui se fait particulièrement sentir en milieu montagnard, les territoires sont confrontés à une injonction d'adapter leurs activités économiques et leurs structurations sociales pour être plus résilients. D'abord internationale, cette injonction a été portée par l'échelon national et se fait aujourd'hui plus locale. Elle invite à penser des modèles dits alternatifs (à ceux encouragés par l'État pendant des décennies), plus axés sur le développement durable, la transition écologique, et moins sur l'industrialisation et la rentabilité maximale du tourisme hivernal.

Les territoires sont ainsi confrontés à de multiples enjeux : la réduction de la vulnérabilité des activités de montagne, des inégalités dans les capacités d'adaptation et du coût environnemental ; la stimulation des initiatives collectives citoyennes et associatives et des partenariats entre collectivités et monde académique ; entre autres. Cette injonction à l'autonomie des collectivités locales, au-delà de celle des individus, peut sembler paradoxale et inégalitaire, dans un contexte tendu de baisse des dotations étatiques (qui pousse les territoires à dégager des revenus toujours plus importants, défendant la croissance économique et la consommation, notamment sur les territoires touristiques, phénomène qui peut creuser les inégalités).

Attendus

Plusieurs thématiques peuvent être abordées dans cet axe : la question de la résilience et de la transition des territoires de montagne ; la gouvernance locale au prisme des enjeux liés à une transition socio-économique profonde ; les expériences d'adaptation face au changement climatique éprouvées par un territoire donné ; les méthodes liées à la création d'outils de mesure ou de suivi de la résilience des territoires.

Il est donc attendu des propositions qui :

- Interrogent, dans une perspective critique les présupposés conceptuels et théoriques liés à la résilience et à la participation ;
- Présentent des expérimentations à l'échelle locale de réduction de la vulnérabilité, de renforcement des capacités des territoires à se projeter dans une perspective de transition écologique ;
- Évaluent, mesurent, discutent la portée des outils d'accompagnement de la transition : les outils numériques notamment, ou encore la construction d'indicateurs et d'évaluation de la résilience à l'échelle d'un territoire.

Les contributions peuvent aborder les questionnements suivants (liste non exhaustive) :

Comment envisager la transition écologique à l'échelle d'un territoire, au regard des fortes inégalités d'accès aux ressources et des capacités d'adaptation, et de la diversité voire des divergences d'opinion ou des formes d'engagement, face au changement climatique ?

Comment les acteurs du territoire se positionnent par rapport à un potentiel changement radical de modèle économique et que souhaitent-ils développer pour l'avenir ?

Quels sont les menaces, les opportunités et les paradoxes liés à un changement de pratiques face aux enjeux économiques, démographiques, migratoires et démocratiques ?

Calendrier

Date d'envoi de
L'appel à communications
9 novembre 2020

Date limite de
Réception des propositions
(1 page max.), par mail à :
colloquerecorestart@gmail.com
15 janvier 2021

Réponses aux auteurs
à partir du **15 avril 2021**

Date limite pour
L'inscription au colloque
15 mai 2021

Dates du colloque
6, 7 et 8 juillet 2021

CO-RESTART

colloquerecorestart@gmail.com

<https://www.corestart.org/>
Rubrique : communication

AXE 3. Recherche participative et réflexivités scientifiques

Constats

Dans l'optique de promouvoir le lien « science- société » et une pratique élargie et ouverte de la science, la recherche participative a connu un essor et une amplitude sans précédent ces dernières années. D'une question et d'une méthodologie de recherche, la démarche a ensuite évolué vers une approche participative institutionnelle, plus globale. Sciences participatives, *open science*, *crowdsourcing*, recherche-action, sciences post-normales, sciences citoyennes se multiplient et renouvellent nos pratiques de recherche. Incitées dans de nombreux AAP, notamment européens, elles reposent de plus en plus sur des partenariats entre chercheurs et acteurs de terrain. Dans ce contexte, les recherches-actions sont des projets de recherche qui doivent prendre en compte les spécificités locales et les besoins des acteurs, à l'interface entre la recherche critique et une réponse à un commanditaire. Mais ces démarches ne sont pas si simples, à la fois à élaborer et à mettre en œuvre, d'autant plus qu'elles questionnent la position même du chercheur (en termes d'engagement, d'implication, d'observation).

Attendus

Plusieurs thématiques peuvent être abordées dans cet axe : la présentation de dispositifs originaux dans le domaine de la recherche action ou de la recherche opérationnelle ; les difficultés et les limites de la recherche opérationnelle ou de la recherche-action par rapport à des problématiques liées à la réduction des risques ou à l'adaptation des territoires de montagne face au changement climatique ; etc.

Il est donc attendu des propositions qui :

- Interrogent les programmes de recherche-action en termes d'opportunités et/ou en termes de biais dans le déroulé d'un projet de recherche et l'opérationnalité des résultats (ainsi que sa pérennité dans le temps) ;
- Analysent les difficultés de concilier recherche opérationnelle et fondamentale, notamment quand cela implique de travailler avec des partenaires institutionnels et/ou d'impliquer les citoyens, et comment cela fait évoluer la posture du chercheur ;
- Évaluent l'impact de ce type de recherche sur le tissu local dans lequel elle s'est inscrite, soit en termes de gouvernance (aide à la décision, mise en place de dispositifs innovants, etc.), soit en termes de pratiques au niveau des habitants.

Les contributions peuvent aborder les questionnements suivants (liste non exhaustive) :

Quels sont les enjeux épistémologiques et pragmatiques pour situer les connaissances produites dans le cadre d'une recherche opérationnelle ?

Comment les chercheurs contribuent-ils à la connaissance et à la transmission des savoirs dits experts ?

Comment passer de la participation à l'implication des acteurs et des citoyens ?

Comment faire émerger une initiative qui est appropriée par les acteurs locaux et les différentes catégories sociales, même les plus marginalisées ?

Comment la faire perdurer dans le temps ?

Sur quels leviers s'appuyer pour garantir une approche inclusive, et pour rester en situation d'extériorité propice au regard critique du chercheur ?

*Le colloque donnera lieu par la suite à une **publication scientifique collective** qui fera l'objet d'une nouvelle évaluation en double aveugle des contributions sous forme de chapitres.*

CO-RESTART

colloquerecorestart@gmail.com

<https://www.corestart.org/>
Rubrique : communication

Dates du colloque
6, 7 et 8 juillet 2021

à l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine (IUGA),
14 avenue Marie Reynoard
38100 Grenoble